

L'épreuve du mouton

L'Aïd el-Adha s'est ordinairement déroulé : quelque cinq millions de moutons ont été égorgés dans la frénésie et, souvent, l'insalubrité.

On ne va pas s'émouvoir du coût de l'opération et s'apitoyer sur le sort de ceux qui ont de quoi pavoiser en cette occasion sacrée. C'est d'ailleurs avec un certain ravissement que nos concitoyens s'acquittent d'un devoir sacré tout en s'offrant la perspective de conviviales agapes. Même ceux qui se saignent "pour égorgé" accusent le coup sans trop se plaindre.

Le devoir est religieux. Mais sa norme est sociale. Un peu comme pour les fêtes de mariage ou autres. Cette généralisation d'une exigence de "standing" pose problème : comme cette libéralité tend à se socialiser et à s'exprimer ostensiblement, elle impose une éprouvante pression à ceux qui restent impuissants à soutenir le rythme de dépenses occasionnelles que leur fixe leur environnement.

Il y a comme un décalage entre la structure économique hiérarchisée de la société et le mode de vie qui semble s'y standardiser. On assiste, d'un côté, à une uniformisation tendancielle des dépenses de circonstances (Ramadhan, fêtes religieuses ou familiales, vacances...) et, de l'autre, à une disparité croissante entre les niveaux de revenus. Autrefois, le nécessaire était paradoxalement protégé de l'affront exhibitionniste du riche par la distance mutuelle qu'ils entretenaient. La dignité du premier était préservée par la mesure ou la discrétion de l'autre.

Il n'y a pas que l'argent facile qui est à l'origine de ces dérives par lesquelles des "folies" se sont institutionnalisées et se sont imposées comme obligations : les modèles religieux qui se proposent aux citoyens les invitent à respecter ces coûteux cérémoniaux. Et, par leur mode d'enrichissement, à l'affairisme. De plus en plus, le citoyen n'as pas le droit ne serait-ce qu'à des moments de mésaise, à ces moments où l'on peut ne pas se permettre certains niveaux de débours.

Il y a en nous une peur de laisser paraître les limites de son budget face à un entourage de vigiles des mœurs. Cette peur vient du fait que, dans notre culture, la pauvreté a longtemps constitué un statut. On est pauvre ou riche. Et on y reste. L'organisation sociale traditionnelle, celle correspondant aux périodes coloniales française, ottomane ou précédentes, avait codifié le mode de reproduction des rapports sociaux. Les structures tribales locales, qui coexistaient avec les ordres coloniaux successifs et leur ont survécu à l'indépendance, contribuaient, par leur logique héréditaire, à conforter cette conviction d'un ordre social indéfiniment renouvelable.

Aujourd'hui, la possibilité de s'enrichir et d'améliorer le statut social en général a été démocratisée. Pas au sens où les règles de promotion sociale ont changé mais au sens où il n'y en a plus. Le principe dirigeant est que maintenant qu'il n'y a pas de règles pour gagner de l'argent, tout le monde devrait en gagner. Chacun est donc sommé d'exhiber ses preuves d'avancement pour obtenir sa place dans la hiérarchie sociale et l'occuper. Et puisqu'il n'y a plus la contrainte de la moralité du mode d'enrichissement, il n'y a plus d'excuse au dénuement. C'est la morale d'un système politique en décomposition.

M. H.